

ACTION URGENTE

HONDURAS. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE
Dina Meza, journaliste hondurienne et défenseure des droits humains, a été menacée de violences sexuelles à plusieurs reprises au cours de ces dernières semaines. Elle est en danger.

Dina Meza publie des articles ayant trait à des questions de droits humains sur le site internet Defensores en Linea. Elle milite également en faveur des droits humains au sein du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras, une importante organisation de défense des libertés fondamentales au Honduras.

Le 14 avril, dans la matinée et l'après-midi, cette femme a reçu quatre appels sur son téléphone portable. Les trois premières fois, son interlocuteur est resté silencieux ; au quatrième appel, un homme lui a demandé « Quoi de neuf ? », avant de raccrocher. Dina Meza l'a rappelé et lui a demandé qui il était et ce qu'il voulait. L'homme a déclaré s'appeler Miguel et avoir composé le mauvais numéro mais avant de raccrocher, il lui a dit « fais gaffe à ta chatte ».

Une semaine plus tôt, le 6 avril, Dina Meza marchait dans son quartier avec ses enfants quand elle a remarqué que deux hommes les prenaient en photo.

Le 22 février, cette femme a reçu deux SMS de menace faisant allusion à des violences sexuelles. Le premier message indiquait : « On va te brûler la chatte avec de la chaux et ça amusera toute la bande [...] CAM ». Dans le second, on pouvait lire : « Tu mourras comme les gens dans l'Aguán [fleuve du Honduras], il n'y a rien de mieux que de baiser des chiennes [...] ». CAM est l'acronyme du Commando Álvarez Martínez, un pseudonyme utilisé dans des menaces proférées contre des défenseurs des droits humains et des journalistes depuis le coup d'état de 2009.

Dina Meza bénéficie de Mesures de précaution émises en 2006 et 2009 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour assurer sa sécurité, mais qui, à ce jour, n'ont pas été mises en oeuvre par les autorités honduriennes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez qu'une enquête indépendante, minutieuse et impartiale soit menée sur les menaces adressées à Dina Meza, que les conclusions en soient rendues publiques et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates pour se conformer pleinement aux ordres de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Le type de protection fourni à Dina Meza doit être approuvé par cette femme et respecter ses souhaits ;
- rappelez-leur que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités sans restrictions injustes ni crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 MAI 2012 À :

Procureur général

Luis Alberto Rubí

Fiscal General de la República

Lomas del Guijarro, Avenida República

Dominicana, Edificio Lomas Plaza II

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 2221 5667

Formule d'appel : *Sr. Fiscal General, /*

Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur

Pompeyo Bonilla

Secretaría de Estado en el Despacho de

Seguridad, Plantel Casamata, subida al

Picacho, Tegucigalpa, M.D.C, Honduras

Fax : +504 2220 1756

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH)

Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes

Casa No. 1301

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 2220 5280 (demandez « me da

tono de fax, por favor »)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HONDURAS. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dina Meza est une journaliste et une défenseure des droits humains bien connue. Au sein du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras, elle travaille sur les litiges fonciers dans le Bas-Aguán. Cette région est au cœur d'une série de conflits liés à la terre, opposant des communautés paysannes à plusieurs entreprises et propriétaires terriens privés, qui ont donné lieu à de violents affrontements. En mars 2012, Dina Meza a participé à une séance de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à Washington, au sujet de la situation des droits humains et du cadre juridique au Honduras.

Le Commando Álvarez Martínez (CAM) est un pseudonyme utilisé dans des menaces proférées contre des défenseurs des droits humains et des journalistes depuis le coup d'état de 2009. Álvarez Martínez était un général de l'armée hondurienne entre 1982 et 1984, au moment où de graves violations des libertés fondamentales ont été commises. Des groupes locaux de défense des droits humains associent cet homme aux escadrons de la mort paramilitaires pendant cette période.

En 2007, Dina Meza a reçu un prix récompensant des journalistes menacés en raison de leur action en faveur des droits humains. Cette distinction, décernée par la section britannique d'Amnesty International, lui a été remise en raison des investigations qu'elle a réalisées pour le site internet Revistazo malgré les dangers encourus.

En effet, en 2006, cette femme et ses collègues de la revue en ligne Revistazo.com et de l'Association pour une société plus juste (ASJ), qui assure la parution de cette dernière, ont fait l'objet de diverses manœuvres de harcèlement et d'intimidation à la suite d'enquêtes menées sur plusieurs sociétés de sécurité privées concernant des infractions au droit du travail. Dionisio Díaz García, avocat travaillant pour l'ASJ, a été abattu en décembre 2006 alors qu'il se rendait à la Cour suprême du Honduras, où il devait préparer une audience dans le cadre d'une affaire gérée par l'ASJ. L'enquête et les procès qui s'en sont suivis se sont déroulés de 2007 à 2009 et ont débouché sur la condamnation pour meurtre d'un policier et d'un ancien agent de sécurité qui avait travaillé pour SETECH.

Pendant les mois qui ont précédé le meurtre, Dionisio Díaz García et Dina Meza avaient été suivis par des voitures banalisées. Les enfants de Dina Meza ont été suivis alors qu'ils rentraient de l'école. Des propos désobligeants à l'égard de la journaliste ont été publiés sur le forum en ligne de Revistazo.com. Amnesty International a diffusé en 2006 une action urgente en faveur de l'ASJ, comprenant Dina Meza qui était alors membre de l'organisation (voir *Honduras. Craintes pour la sécurité / Menaces de mort*, AMR 37/007/2006, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/007/2006/fr>). Plusieurs autres Actions urgentes en faveur de l'ASJ ont été diffusées en 2007.

Le cas de Dina Meza est également évoqué dans le rapport *Persecution and resistance: The experience of human rights defenders in Honduras and Guatemala* (AMR 02/001/2007, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR02/001/2007/en>, en anglais).

Au Honduras, les défenseurs des droits humains et les journalistes sont fréquemment en danger. Ils sont menacés, agressés, voire tués en raison de leur travail, qui consiste souvent à dénoncer des atteintes aux libertés fondamentales. En janvier 2012, la journaliste Gilda Silvestrucci a reçu des menaces de mort par téléphone (voir AMR 37/004/2012, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/004/2012/fr>). En février dernier, Wilfredo Paz et Juan Chinchilla ont reçu un SMS de menace ; ces deux défenseurs des droits humains militent pour les droits fonciers des paysans dans le cadre des litiges dans la région du Bas-Aguán (voir AMR 37/003/2012, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/003/2012/fr>). En mars, la journaliste Mavis Ethel Cruz a été menacée de mort par téléphone (voir AMR 37/002/2012, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/002/2012/fr>).

Nom : Dina Meza

Genre : femme

AU 106/12, AMR 37/006/2012, 18 avril 2012

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

